

## **Youcef Boudjemaï - Les associations d'action sociale : une question politique - 2013**



Educateur de formation. A dirigé entre 1990 et 2020 des établissements et services sociaux et médico-sociaux dans les secteurs notamment de la protection de l'enfance, de l'insertion sociale des sortants d'hôpitaux psychiatriques, de l'accès au droit et du développement associatif.

Il s'est également impliqué dans la formation professionnelle en tant qu'intervenant et président d'une association régionale de formation de travailleurs sociaux. Il a également exercé en qualité de délégué du procureur chargé des discriminations (parquet de Lille). Il a publié divers articles et contribué à des ouvrages liés en particulier aux questions du travail social et du cinéma. Il reste attaché au militantisme associatif.

**À propos de :** Roland Janvier, Jean Lavoué, Michel Jézéquel, *Transformer l'action sociale avec les associations*, Paris, Desclée De Brouwer, 2013.

L'ouvrage collectif de Roland Janvier, Jean Lavoué et Michel Jézéquel est salubre à plus d'un titre. Écrit de *l'intérieur* (les auteurs sont directeurs généraux d'associations sociales et médico-sociales), il porte à la fois la marque assurée de la maîtrise de son objet, et trace avec force les sombres contours de la situation affectant le travail social depuis ces dernières années. Bien plus, il soumet au débat publique, avec la conviction et la persévérance qui caractérisent l'énergie de son acte, les conditions possibles d'un repositionnement politique des associations d'action sociale face à la transformation de l'administration qui s'est opérée au moyen de règles entrepreneuriales et managériales (RGPP, LOLF...).

Les auteurs rattachent cette recombinaison aux effets d'un *new management public* référé à une option libérale des modes de régulation. Ce processus, soulignent-ils, a fini par affecter le modèle tradition des relations entre les associations de solidarité et les administrations publiques. Au dialogue qui favorisait la légitimité des associations dans la remontée des besoins, s'est

substitué un rapport tutélaire imposant une technicisation accrue des interventions sociales et médico-sociales considérées de plus en plus par le prisme économique. Situées désormais comme de simples prestataires de service de l'État social local opérant selon des procédures codifiées et normatives contraignantes, les associations sont niées dans leur dimension politique, et leurs projets soumis, par la logique des appels d'offre, à une gestion bureaucratique accrue. Ces évolutions ont progressivement construit une économie plurielle où cohabitent de plus en plus, au sein de l'action sociale, des acteurs hétérogènes tant du secteur associatif, de l'entrepreneuriat social que du secteur lucratif.

Dans ce contexte, les associations s'adaptent, évoluent et se regroupent en intégrant les contraintes et les normes technicistes, parfois au détriment des finalités sociales revendiquées. À l'instar des entreprises sociales, certaines, visant un modèle « autocentré » et « totalisant », s'écartent de l'esprit associatif jugé inapproprié à la logique économique en œuvre, et se transforment en véritables agents de ce nouvel ordre économique imposé par la régulation publique. Face à ces postures imposées ou intériorisées, les auteurs examinent les conditions d'une nouvelle vitalité associative visant à refonder une alternative institutionnelle et politique. Pour autant, ce repositionnement ne s'inscrit pas en rupture avec la recomposition du secteur social et médico-social ; il s'accompagne néanmoins d'une dimension critique et d'une force de proposition : l'alternative n'est pas entre la logique libérale et la logique publique tutélaire, mais plutôt dans une mobilisation concertée des acteurs concernés.

Cette perspective appelle un réinvestissement collectif de la dimension politique du projet associatif. Un tel engagement implique l'affirmation d'organisations collectives *autonomes* par une capacité *critique* à l'égard du nouveau cours des politiques publiques. Cette relégitimation de l'instance associative exige de prendre appui sur la mobilisation citoyenne des usagers et de leurs représentants. Ce sont ces derniers qui, par l'expression d'une parole autonome dans l'espace public, conduiront « à la réinvention des formes de solidarité éloignées des logiques managériales et gestionnaires ». Cette repolitisation du projet associatif qui porte l'ambition du changement social nécessite par ailleurs de repenser le rapport au territoire, non par le prisme technico-administratif, mais à partir de la perception qu'ont les habitants de la dynamique de leur cadre de vie. Face au conformisme généralisé, la puissance d'agir autonome et collective, à laquelle le livre nous invite avec bonheur, repose sur « les institutions du seuil », en tant qu'organisations associatives souples, structurées par des liens et des connexions centrés notamment vers la coopération, l'échange, l'intelligence collective, le principe démocratique et *l'altérité institutionnelle*. Ces valeurs s'affirment en référence au champ de l'économie sociale et solidaire (ESS) en raison de sa capacité à domestiquer et à démocratiser l'économie à partir d'engagements citoyens. L'ESS représente ainsi une « alternative réaliste », à même de restaurer des formes de coopération par « l'articulation de l'individu et du collectif, la promotion des personnes et une inversion des logiques d'intervention ».

Cette croyance en une ESS comme capacité d'offrir une « issue » aux associations d'action sociale mérite toutefois d'être nuancée. Répondant à une définition polysémique qui renvoie à des réalités disparates tant dans ses valeurs, ses pratiques, ses organisations, comme dans ses cadres juridiques, l'ESS recouvre des identités très hétérogènes qui ne favorisent guère l'émergence d'un

mouvement social à même de créer l'unité d'intérêt de ses différentes composantes. Aussi nous sommes davantage sensibles aux travaux du regretté Bernard Eme qui soulignent le caractère normatif et performatif de l'ESS qui la situe dès lors moins comme une alternative au modèle économique dominant que comme un constituant de sa réforme et de sa régulation. Devenue un totem, l'ESS gagnerait à porter une parole collective de transformation sociale en assumant une position politique en faveur d'une justice sociale en rupture avec les programmes de maintien des inégalités sociales.

On discutera également l'analyse « des bouleversements anthropologiques contemporains », mettant en avant « le déclin de la fonction paternelle » ayant abouti par son rejet, selon les auteurs de cet ouvrage, à un brouillage symbolique des places et des fonctions au sein des institutions. Or, la dilution de l'étayage du processus identificatoire sur les diverses entités socialement instituées ne peut être appréhendé en dehors de la dimension socio-historique par laquelle les hommes créent, en les modifiant en permanence, les institutions qui structurent leur collectif anonyme. La pensée de Cornelius Castoriadis garde ici pleinement sa pertinence : une société qui peine à soutenir la représentation d'elle-même, à penser sa propre historicité témoigne de la crise des significations imaginaires qui la portent. Ces mêmes significations qui instituent chaque fois un type d'individu particulier, en structurant les représentations du monde sans lesquelles il ne peut y avoir d'être humain, en imposant les actions humaines et en établissant les types d'affects caractéristiques de cette société. Le transfert de l'idéologie entrepreneuriale vers l'administration et la délégitimation du fait associatif puisent leur motif dans les affects socialement institués par le néolibéralisme. Bien plus qu'une politique économique, ce qui est en cause, c'est l'efficacité d'un système de normes d'action qui gagne les institutions et les relations sociales par un travail d'homogénéisation à tous les niveaux de l'existence collective et individuelle. Cette nouvelle croyance fait du « capital humain » le facteur de compétitivité le plus important dans et hors de l'entreprise. Ce processus aboutit non seulement à la marchandisation de toute activité humaine, mais aussi à l'intériorisation de la pression externe de la concurrence, faisant de celle-ci la norme même de la subjectivité, en soumettant les individus à un régime de contrôle d'eux-mêmes (Dardot et Laval, 2010). C'est tout le « social » et tout le « politique » qui relèvent, par conséquent, de la logique néolibérale en opérant d'emblée au plan des pratiques, des conduites et des langages.

Loin de limiter l'immense intérêt de ce livre, ces quelques nuances attestent davantage de la réussite de son objectif : ouvrir le débat dans la perspective de ré-instituer une nouvelle pratique douée de sens par la jonction de la théorie et du mouvement, de l'acte de dire et de l'acte de faire.

Youcef Boudjémaï